



Extrait du Chez Albert | L'actualité vue de Marseille | Gros, demi-gros, détail

<http://www.chez-albert.fr/Au-pied-des-murailles.html>

Familles, ouvriers et riverains

Au pied des murailles

- Feuilletons - Du Mucem aux Baumettes : Marseille à la croisée des chantiers -



Date de mise en ligne : dimanche 4 novembre 2012

Chez Albert | L'actualité vue de Marseille | Gros, demi-gros, détail

C'est un cabas en plastique solide, avec sur sa toile des photos de guépards et surtout une fermeture éclair. La fermeture éclair « évite que les cafards se glissent dans le sac ou que des personnes glissent des choses dans le sac à votre insu », explique une affichette collée au mur. Si vous avez de quoi payer, le cabas coûte 2 euros. Mais souvent, on vous en fera cadeau. Et on essaiera de vous trouver une chambre d'hôtel si vous venez de loin.

Au local de l'association des parents de détenus (APD) aux Baumettes, on travaille dans l'urgence pour aider les familles à s'organiser pour obtenir un horaire de parloir, puis y accéder. L'association a été créée en 1987 par une maman de détenu, madame Mutterer, après la plus grande mutinerie qu'a connue la prison. Vingt-cinq ans après, l'APD a un local DANS les Baumettes : en 2010, à l'occasion des travaux sur les portes de la prison, l'administration pénitentiaire a percé le mur d'enceinte et aménagé deux petites pièces carrelées et un WC. Une des avancées de la première tranche de réhabilitation des Baumettes, dont l'un des objectifs est d'améliorer l'accueil des familles.

Passé le mur de pierres épais d'au moins 30 centimètres, le local a un petit air de salle d'attente de médecin. Mais c'est une nette amélioration : les familles se retrouvent toutes proches de la porte d'où est fait l'appel pour les parloirs. Par ordre alphabétique : si vous vous appelez Zitouni, attendez la fin d'après-midi.

*Passant qui admire ces fières vieilles pierres,
Vois l'argent et le temps pour les sortir de terre !*

Bien avant le Mucem, cela commence au XVe siècle par un partenariat public-privé. Alors qu'il vient de s'installer à Marseille, le roi René décide de construire une tour pour garder l'entrée du port. À cette époque, Marseille n'en mène pas large : la ville a été ravagée et pillée par les troupes espagnoles. Les assaillants ont neutralisé les défenses du port en les prenant à revers, après un débarquement par la future anse des Catalans.

Sur la butte Saint-Jean s'élève déjà la commanderie de l'ordre des Hospitaliers de Jérusalem, un ordre militaire tout comme les Templiers. Le roi René choisit d'y construire une tour. Réalisé en deux tranches, le chantier s'élève à plus de 7 500 florins. Il sera financé à 15% par le roi, 57% par la ville et 32% par les pêcheurs de Marseille, qui obtiennent en échange les bénéfices d'une taxe sur la vente des poissons et... la propriété à perpétuité de la calanque de Morgiou, à proximité des futures Baumettes.

Deux siècles plus tard, à la demande des armateurs marseillais, une tour encore plus haute est construite pour guetter l'arrivée des navires. La tour de la vigie permet de voir au loin (dix miles par temps clair) et de gagner jusqu'à une demi-journée pour organiser les opérations de déchargement et de ventes, opérations « parfois douteuses » comme le précise un [historien interrogé par l'ORTF \[1\]](#).

Le bureau principal de l'association a ses murs tapissés de dessins d'enfants mais surtout de fiches pratiques, classées par thème, pour que n'importe quel bénévole puisse renseigner les familles selon leurs besoins. Derrière le bureau, une demi-douzaine de bannettes regorgent de formulaires de couleurs. Pré-remplis et simplifiés, puis complétés avec l'aide de l'association. « *En prison, tout passe par l'écrit*, explique Fabienne Thévenin, bénévole à l'APD. *Pour beaucoup de familles c'est une difficulté supplémentaire.* » Aujourd'hui, c'est l'Aïd, il y a moins de visites, mais le téléphone n'arrête pas de sonner pour autant. « *Comme vous n'êtes pas de la famille proche, ça peut prendre un mois pour le parler, ne vous inquiétez pas* », rassure Jacqueline Seimpère, présidente de l'APD.

Un silence de mort s'abat soudain sur le local. Une grande jeune femme blonde, toute de noir vêtue si ce n'est de fines boucles d'oreilles en or, entre visage rougi et creusé par les larmes. Elle vient de Nice voir son compagnon, qui est tombé malade. Il ne verra le médecin que dans trois jours et elle a essayé de lui faire passer des médicaments. Interdit par le règlement, refoulée du parloir. Son prochain créneau n'est pas avant plusieurs jours. Jacqueline décroche le téléphone, essaie de prendre des nouvelles via l'infirmerie et les surveillants. Une maman qui attend son parloir essaie de remonter le moral de la jeune femme, sans se rendre compte qu'elle l'enfoncé encore plus :

-C'est la vie madame, y a pas mort d'homme... Ce qui est important c'est l'enfant. L'enfant, il te garde toujours, tandis que le mari il peut te jeter.

Au début du XXe siècle, le fort Saint-Jean sert toujours de caserne. À la même époque commence à se faire le besoin d'une nouvelle prison pour Marseille. Les deux principaux centres de détention de la ville datent du milieu du XIXe siècle : [la prison Chave](#) est entrée en service en 1857, [la prison Saint-Pierre](#) en 1864. Les Baumettes sont construites en six ans et accueillent ses premiers prisonniers en 1939 [2]. Les nouvelles Baumettes devraient voir le jour en 2019. Marseille rénove ses prisons tous les 80 ans.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'État ne sait que faire du fort Saint-Jean. Les bâtiments ont été durement touchés par les bombardements et les explosions de munitions qu'y stockaient les Allemands. Militairement, le fort ne sert plus à rien et sa réhabilitation coûterait trop cher. L'armée finit par le céder au ministère de la Culture, qui y installe dans les années 1960 son service d'archéologie sous-marine. Seule une infime partie du fort est utilisée. Le reste est fermé au public.

Le premier frémissement a lieu en 2000 quand le gouvernement Jospin décide de délocaliser hors de Paris le musée des arts et traditions populaires, en perte de vitesse. Plusieurs villes sont à l'étude : Marseille, tournée vers la Méditerranée et lancée dans un chantier État-collectivités locales pour requalifier son port, emporte le morceau. En 2004 le principe d'une extension sur le J4 est retenu et l'architecte choisi l'année suivante. C'est le début d'un long bras de fer. Le chantier est évalué à 140-150 millions d'euros (il atteindra les 190 millions au final). L'État ne peut financer seul et appelle à l'aide les collectivités locales. Qui traînent les pieds. Fin 2008, pourtant, c'est le miracle : Marseille est désignée capitale européenne de la culture 2013. « *C'est cela qui a donné un coup d'accélérateur et qui a permis au Mucem de se concrétiser* », estime Bruno Suzzarelli, directeur du Mucem [3]. *À l'époque le projet ne faisait pas l'unanimité.* »

Les travaux se lancent dans l'urgence. Sur financement 100% public. Pour le fonctionnement, ce sera différent. « *Il n'y a plus aujourd'hui de grand équipement culturel qui puisse fonctionner sans partenaire privé, sans mécène, tranche Bruno Suzzarelli. Mais comme dit Jacques Rigaud [4] : "Le mécénat n'est pas là pour boucler les fins de mois d'un État nécessaireux."* »



Quand il pleut sur les Baumettes, les familles se replient dans le local de l'APD en espérant que l'eau qui dévale le chemin de Morgiou n'envahisse pas trop l'endroit -les bénévoles ont des bottes en caoutchouc, ça peut monter jusqu'aux chevilles [5]. Quand il fait beau, les familles attendent dehors, en plein soleil. Cet après-midi une petite fille dessine une fleur sur le trottoir avec des énormes craies qu'elle a empruntée au local de l'APD. Sa mère garde un oeil sur elle alors qu'elle passe un coup de téléphone.

Depuis que l'arrêt du bus 22 a été déplacé plus bas dans la rue, il n'y a plus de banc près de l'accueil des parloirs. Il n'y en a pas non plus au nouvel arrêt. Pourquoi en mettre, ce n'est pas un terminus. Mais depuis hier, deux bancs à dossier en bois sont adossés au mur d'enceinte des Baumettes. Des pancartes « peinture fraîche » en interdisent encore l'accès. Les ouvriers ont percé dans le trottoir les trous pour en installer trois autres. Les bancs faisaient partie des revendications de l'APD depuis des années.

Les Baumettes ont fonctionné jusqu'en 2010 « sans aucune rénovation importante » [6], note le rapport du commissaire-enquêteur sur la réhabilitation de la prison. Un premier projet est soumis à l'étude en 1998, puis un autre et encore un autre, sans succès. « *En 2004, j'y ai vraiment cru, explique Gérard Migliorini, secrétaire général de FO aux Baumettes. J'ai vu les permis de construire attribués, les pancartes qui annonçaient les travaux... Et puis finalement rien.* »

Aujourd'hui, le projet est théoriquement découpé en trois tranches : la première concerne les portes d'accès et est aujourd'hui terminée. La deuxième porte sur la moitié Sud de la prison (maison d'arrêt des femmes, nouveau bâtiment pour les hommes, espace d'accueil familles, cantine, cafetaria, salles de formation et locaux sociaux). Elle doit commencer l'an prochain et être livrée en 2016. Évaluée à 86 Millions d'euros, ce projet « Baumettes 2 » a été confié au groupe Vinci. La troisième tranche concerne la moitié Nord (bâtiments hommes, centres pour peines aménagées). Elle doit théoriquement être livrée en 2019. Son coût n'a pas encore officiellement été évalué. Un temps envisagé, le financement via un partenariat public-privé (le privé avance l'argent des travaux puis l'État paie

un loyer) a été abandonné : trop cher, ont tranché les ministres du Budget et de la Justice. Ce sera un financement 100% État, et en direct.

Les familles qui attendent pour le parloir, c'est le premier signe de vie que l'on aperçoit devant les Baumettes. A l'autre bout de la rade, ce sont les ouvriers qui les premiers prouvent la renaissance du Mucem. Ils sont partout : sur le nouveau bâtiment Ricciotti, mais aussi sur le fort Saint-Jean historique. A la pause de midi, ils cassent la croûte le long des remparts, assis ou allongés, admirant vers la Canebière le Vieux-Port, vers la Joliette le vieux-nouveau port, ou le grand large vers le Frioul, la Corse et la Côte Bleue. Avec leurs casques de chantiers, on dirait des soldats gardant à nouveau la ville. En face, presque à la même hauteur, les touristes admirent, prennent des photos depuis le quai de la Tourette, surplombant ce qui fut à une époque un bras de mer et qui aujourd'hui est une voie rapide.

Daniel Morin habite juste au-dessus, square Protis, derrière l'église Saint-Jean. Il vit au Panier depuis plus de trente ans. Président du comité d'intérêt de quartier (CIQ) de Saint-Jean, il a bataillé plusieurs années pour obtenir la création d'un grand jardin public sur le J4. Sans succès [7]. Aujourd'hui, « *tous les gens à qui j'en parle trouvent le chantier joli et moderne. Ils ne voient pas l'impact que ça peut avoir sur leur feuille d'impôts* ». Avant l'inauguration et la douloureuse, pour le moment, les abords du Mucem ce sont une noria de camions et d'engins de chantier. Les futurs voisins du musée sont eux aux abonnés absents : « *Quand nous avons fait une pétition au square Protis sur l'aménagement du J4 qui est à 100 mètres de là, nous n'avons eu qu'une seule réponse pour 300 courriers et c'était le trésorier du CIQ, se souvient Daniel Morin. Alors que pour la pétition sur le stationnement, nous avons eu 50% de réponses.* » La donne pourrait changer l'an prochain, quand une passerelle métallique rendra aux habitants du quartier -comme à tous les Marseillais- l'accès au fort Saint-Jean, pour la première fois depuis six siècles.

PROCHAIN ÉPISODE LE 19 NOVEMBRE :

▶ **L'ARBRE ET LA PIERRE, BALADES SUR LE TROTTOIR ET DANS LA NATURE**

▶ **VIVRE ET BOSSER DANS UNE PRISON, DANS UN MUSÉE**

[1] Placez le lecteur de l'Ina à 2mn 50s.

[2] Chave et Saint-Pierre serviront cependant encore durant l'Occupation.

[3] Propos tenus lors d'une conférence à la Semaine économique de la Méditerranée 2012.

[4] Fondateur de l'association pour le développement du mécénat industriel et commercial.

[5] Le chemin de Morgiou est classé en zone inondable, un risque que le projet de reconstruction des Baumettes « pourrait devoir prendre en compte » selon le commissaire enquêteur. La prison elle-même n'est pas considérée comme inondable.

[6] Mis à part la construction d'un bâtiment supplémentaire, le bâtiment D, dans les années 1990.

[7] Combat dont nous parlerons en détail dans un prochain épisode.